

Joint Declaration: A New Solution is Needed to Sustain Essential Public Transit Services

Public transit is at the nexus of solving Canada's most pressing challenges.

It is the most powerful method of tackling traffic congestion. It is the lifeblood of economic growth in our biggest cities. It is a solution to the rising cost of living. It helps us reduce carbon emissions.

But public transit systems across the country are in a financial crisis. If this historic challenge isn't overcome, we risk a future that is costlier, more polluting, and where gridlock holds people and businesses back from their full potential.

Canada's cities are rapidly growing, and they need public transit to grow with them. To confront the housing crisis, Canada needs more housing supply, in particular near convenient and frequent public transit. But it makes no sense to force transit systems to cut service while trying to encourage transit-oriented development.

We must stop public transit service cuts and growing transit infrastructure deficits in their tracks if we are to avert the threat of a vicious downward spiral, which only ends up hurting the most vulnerable people in our society. Protecting and expanding transit is a recipe to grow Canada's economy, create jobs, and make our cities more affordable and livable.

Canada's municipalities are responsible for maintaining and delivering most of the infrastructure and services that support Canadians in their daily lives. But our municipalities are struggling to fund these services under a 19th-century revenue framework that was never designed for the realities of the 21st century. As Canadian cities have grown at a record rate, this need for predictable, adequate funding for transit and other critical local services has only grown more urgent.

We need to redesign our outdated transit funding model so that Canadians can see that public dollars for transit are being most efficiently and effectively used, and so Canada's transit agencies have access to the operating and capital revenues they require to maintain and expand everyday transit service to respond to growing demands and today's challenges.

We believe that all orders of government have a role to play in supporting the growth of safe, reliable, accessible and affordable public transit service in communities across the country. That is why we are calling on:

1. **The federal government** to accelerate the Canada Public Transit Fund program as the first step towards building a new, more predictable and sustainable funding model.
2. **The federal government** to play a leadership role and convene provinces and municipalities to collaboratively develop a new cost-shared public transit funding model. This new model must ensure that federal and provincial

transit funding programs deliver sufficient, sustainable revenue that meets both capital and operating needs and that these programs grow with the economy, population and ridership.

3. **The federal government to** support long-term transportation planning that aligns with and delivers on the economic, social and environmental objectives of all orders of government by enshrining the Canada Public Transit Fund in legislation, similar to the Canadian Community Building Fund, to ensure its long-term predictability.

We are committed to working as partners with all orders of government to find real solutions collaboratively.

We, the undersigned,

The City of Brampton
The City of Calgary
The City of Edmonton
The City of Toronto
The City of Ottawa
TransLink Mayors' Council (Metro Vancouver)

Tim Gray, Executive Director, Environmental Defence Canada
Marc-André Viau, Director, Government Relations, Équiterre
TransLink Mayors' Council Chair Brad West, Vice Chair Malcolm Brodie and Mayor Linda Buchanan
John DiNino, President, Amalgamated Transit Union (ATU) Canada
Caroline Brouillette, Executive Director, Climate Action Network- Réseau action climat Canada (CanRAC)
Maggie Harvey, Directrice générale, Trajectoire Québec
Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville / General manager
Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT / Coordinator
Shelagh Pizey-Allen, Executive Director, TTCriders
Gideon Forman, Climate Change and Transportation Policy Analyst, David Suzuki Foundation
Denis Agar, Executive Director, Movement (Metro Vancouver Transit Riders)
Terry Johnson, President, Transport Action Canada
Robert Clipperton, Bus Riders of Saskatoon
Michael Druker, Board Chair, Tri-Cities Transport Action Group
Kaitlyn Cernanec, Founder, Barrie Riders
Daniel Witte, Chair, Edmonton Transit Riders
Martin Vaillancourt, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec

Pour diffusion immédiate :

Le transport en commun des plus grandes villes du Canada nécessite du financement à long-terme durable, en commençant par l'accélération du Fonds canadien pour les transports en commun

Ottawa, ON (le 28 octobre 2024) – Des maires représentant les régions urbaines de tout le Canada se sont réunis aujourd'hui à Ottawa pour demander au gouvernement fédéral de collaborer avec les pouvoirs publics locaux et provinciaux afin de résoudre la crise de financement à laquelle sont confrontés les plus grands services de transport en commun du pays, et d'élaborer un nouveau modèle de financement durable pour les transports publics. Leur appel à un nouvel accord sur les transports publics a été soutenu par un large éventail de parties prenantes, notamment des représentants du secteur des transports, des ONG de défense de l'environnement, des groupes d'usagers des transports publics et des syndicats.

À l'issue d'une réunion de maires et des présidents de conseils de sept services de transport public organisée dans le cadre du [sommet « Transit for Tomorrow »](#), les participants ont convenu d'appeler conjointement le gouvernement fédéral à jouer un rôle de chef de file pour avancer un nouveau modèle de financement des transports publics, qui préconise une nouvelle approche permettant d'accroître rapidement les revenus disponibles pour répondre aux besoins d'investissement et d'exploitation, et qui s'inscrit dans les objectifs communs des pouvoirs publics en matière d'accessibilité financière, de logement, d'action de lutte contre les changements climatiques, de croissance économique et de facilité d'accès.

Les maires, présidents et les intervenants du milieu associatifs appellent le gouvernement :

- À accélérer le Fonds canadien pour les transports en commun comme première étape vers un flux de financement durable et prévisible pour les systèmes de transport en commun.
- À s'engager à convoquer un forum avec les gouvernements municipaux et provinciaux pour développer un nouveau modèle de financement pour les réseaux de transports en commun. Ce modèle doit garantir que les programmes de financement fournissent des revenus suffisants et durables qui répondent aux besoins en capital et aux besoins opérationnels en transport en commun. Ce nouveau modèle de financement doit croître avec l'économie, la population et l'achalandage.
- À soutenir la planification à long terme des services de transports qui s'aligne sur les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de tous les pouvoirs publics et participe à réaliser ces objectifs en inscrivant le Fonds

canadien pour les transports en commun dans la loi, de la même manière que le Fonds pour le développement des collectivités du Canada, afin d'en assurer la prévisibilité à long terme.

La déclaration stipule, entre autres, que « les transports en commun sont la façon la plus efficace de lutter contre les embouteillages. Ils sont le moteur de la croissance économique dans nos plus grandes villes. Ils constituent une solution à la hausse du coût de la vie. Ils nous aident à réduire les émissions de carbone. Mais, les systèmes de transport public de tout le pays sont dans une situation financière critique. Si ce défi historique n'est pas relevé, nous risquons de faire face à un avenir plus coûteux, plus polluant et où les embouteillages empêchent les gens et les entreprises de réaliser leur plein potentiel. »

Parmi les représentants de municipalités et de services de transport en commun qui ont signé la déclaration commune figurent des représentants de Toronto, Metro Vancouver, Calgary, Edmonton et Brampton. Des parties prenantes ont également signé la déclaration, notamment Environmental Defence Canada, Équiterre, la Fondation David Suzuki, Amalgamated Transit Union (ATU) Canada, TTCriders, Movement (Metro Vancouver Transit Riders), Réseau action climat Canada, Alliance TRANSIT, Vivre en Ville et Trajectoire Québec.

Citations

« Les anciens modes de financement des transports en commun par les taxes sur les carburants et les impôts fonciers, et même le nouveau Fonds pour le transport en commun du Canada du gouvernement fédéral, ne sont pas conçus pour répondre aux besoins de nos centres urbains qui connaissent une croissance. C'est le cas aujourd'hui et cela le sera demain aussi, a déclaré Brad West, maire de Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, et président du conseil des maires de TransLink dans la région métropolitaine de Vancouver. En d'autres termes, il faut que tous les pouvoirs publics se réunissent autour d'une table pour travailler à un nouvel accord sur les transports publics.

« Les villes canadiennes doivent toutes relever les défis de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'amélioration de l'accès à des logements abordables et de la croissance de nos économies locales, et nous ne pouvons tout simplement pas atteindre ces objectifs sans des systèmes de transport en commun qui fonctionnent bien, a déclaré Olivia Chow, mairesse de la Ville de Toronto. Je salue l'appel à une plus grande collaboration et j'espère que le gouvernement fédéral s'engagera réellement à remédier au modèle défaillant des transports en commun dans l'intérêt de tous nos résidents. »

« La crise que traversent les services de transport en commun diffère légèrement d'une ville à l'autre. Cependant, elles sont toutes confrontées au même problème fondamental : développer les systèmes de transport public rapidement pour répondre à la demande croissante de la population, a déclaré Patrick Brown, maire de Brampton. Le moment est venu d'élaborer un nouveau modèle de financement

des transports en commun qui permettra à nos villes de rester abordables et agréables à vivre. »

« Les villes à travers le Canada comprennent qu'un système de transports collectifs solide transforme les collectivités et permet aux résidents de se rendre là où ils le souhaitent, que ce soit au travail, à l'école, dans les centres de services ou dans les entreprises locales, a déclaré Amarjeet Sohi, maire d'Edmonton. Les investissements dans les transports collectifs soutiennent la croissance, préservent l'accessibilité financière et nous aident à atteindre nos objectifs climatiques. Le moment est venu pour plus de collaboration à tous les niveaux de gouvernement alors que nous bâtissons les réseaux de transport en commun du futur.

« C'est la première fois que les maires et les présidents des commissions de transport des quatre coins du Canada se réunissent pour élaborer une stratégie en réponse à cette crise, et nous avons rassemblé des porte-parole, des parties prenantes et des responsables des politiques publiques de tout le pays pour commencer à travailler sur des solutions, a déclaré Nate Wallace, gestionnaire de programme, Transport propre, Environmental Defence Canada. Le sommet d'aujourd'hui et notre déclaration commune constituent une étape cruciale vers la conclusion d'un nouvel accord sur les transports publics qui reconnaît le rôle essentiel que jouent les transports en commun dans l'action de lutte contre les changements climatiques. »

« Parmi les plus importants défis auxquels sont confrontées les plus grandes sociétés de transport, il y a le maintien des actifs. On a vu récemment à Montréal comment un financement insuffisant du maintien des actifs met en péril les services à la population, alors qu'une station a dû être fermée en urgence en raison de problèmes structurels. Un financement prévisible et suffisant en maintien des actifs est essentiel pour garantir un service sécuritaire, fiable et de qualité. En ce sens, il est primordial de devancer le nouveau fonds permanent pour le transport en commun dès 2025. » a déclaré Éric Alan Caldwell, président du CA de la Société de transport de Montréal.

À propos du sommet « Transit for Tomorrow »

Organisé par le Conseil des maires de TransLink et Environmental Defence, le sommet « Transit for Tomorrow », qui se tiendra le 28 octobre 2024, réunira tous les pouvoirs publics afin de remédier au modèle de financement défaillant des transports en commun. Le sommet est l'occasion pour les défenseurs des systèmes de transport public de se réunir, de communiquer l'urgence d'agir aux décideurs politiques et de souligner le rôle crucial des transports en commun dans la création de villes équitables et dans l'atteinte des objectifs climatiques du Canada.

Communication avec les médias

Maires et responsables des transports publics participants au sommet :

Anna Lilly, anna@earnsccliffe.ca, 604-505-9048

Manan Kohli, manan@earnsccliffe.ca, 236-858-3492

Environmental Defence (ENG):
Karishma Porwal, media@environmentaldefence.ca

Demandes de renseignements des médias :
STM - medias@stm.info
Alliance TRANSIT - Samuel Pagé-Plouffe, samuel.page-plouffe@vivreenville.org,
514-714-6762

À PROPOS DE L'ORGANISATION ENVIRONMENTAL DEFENCE
(environmentaldefence.ca) : Environmental Defence est une organisation canadienne de défense de l'environnement. Chef de file, elle travaille avec les pouvoirs publics, les industries et la population pour défendre une eau propre, un climat sûr et des collectivités en santé.

CONTEXTE

Déclaration commune : une nouvelle solution est nécessaire pour assurer le maintien des services essentiels de transport en commun

Les transports collectifs sont au cœur de la solution pour résoudre les problèmes les plus pressants du Canada.

Les transports en commun sont la façon la plus efficace de lutter contre la congestion routière. Ils sont le moteur de la croissance économique dans nos grandes villes. Ils représentent une solution à la hausse du coût de la vie. Ils nous aident à réduire les émissions de carbone.

Or, les systèmes de transport collectif à travers le pays sont dans une situation financière précaire. Si ce défi historique n'est pas relevé, nous risquons de faire face à un avenir plus coûteux, plus polluant, où les embouteillages empêchent les gens et les entreprises de réaliser leur plein potentiel.

Les villes canadiennes se développent rapidement, et elles ont besoin de système de transport en commun qui grandissent avec elles. Pour faire face à la crise du logement, le Canada a besoin d'une offre accrue de logements, en particulier à proximité de services de transports collectifs pratiques et fréquents. Il est donc absurde de forcer les réseaux de transport en commun à réduire leurs services tout en essayant d'encourager le développement axé sur les transports collectifs.

Nous devons mettre un terme aux réductions de service et à l'augmentation des déficits d'investissements dans les infrastructures de transport en commun si nous voulons éviter de rentrer dans un cercle vicieux qui nuira à l'achalandage.

Les municipalités du Canada sont chargées d'entretenir et de fournir la plupart des infrastructures et des services qui soutiennent les Canadiens dans leur vie quotidienne. Or, nos municipalités luttent pour financer ces services dans un cadre fiscal datant du 19^e siècle, qui n'a jamais été conçu pour les réalités du 21^e siècle. Le besoin d'un financement prévisible et adéquat pour les transports en commun et d'autres services locaux essentiels devient de plus en plus urgent, car les villes canadiennes se développent à vitesse record.

Nous devons revoir notre modèle de financement obsolète afin que la population canadienne puisse constater que les fonds publics consacrés aux transports collectifs sont utilisés de la manière la plus efficace possible, et que les services de transport collectifs du Canada aient accès aux revenus d'exploitation et d'investissement nécessaires pour maintenir et développer les services de transport quotidiens afin de répondre à la demande croissante et aux défis d'aujourd'hui.

Nous estimons que tous les paliers de gouvernement ont un rôle à jouer pour soutenir la croissance de services de transport collectifs sûrs, fiables, fréquents, accessibles et abordables dans les collectivités de tout le pays. C'est pourquoi nous demandons que :

1. **Le gouvernement fédéral** accélère le Fonds canadien pour les transports en commun comme première étape vers un nouveau modèle de financement qui est prévisible et durable.
2. **Le gouvernement fédéral** joue son rôle de chef de file et rejoint les provinces et les municipalités à élaborer ensemble un nouveau modèle de financement des transports collectifs à coûts partagés. Ce nouveau modèle doit garantir que les programmes fédéraux et provinciaux de financement des services de transport collectif génèrent des revenus suffisants et durables pour répondre aux besoins d'investissement et d'exploitation, et que ces programmes évoluent en fonction de la croissance de l'économie, de la population et du nombre d'utilisateurs.
3. **Le gouvernement fédéral** soutienne une planification à long terme des services de transports en commun qui s'aligne sur les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de tous les paliers gouvernementaux et participe à réaliser ces objectifs en inscrivant le Fonds canadien pour les transports en commun dans la loi, de la même manière que le Fonds pour le développement des collectivités du Canada, afin d'en assurer la prévisibilité à long terme.

Nous nous engageons à travailler en tant que partenaires avec tous les paliers de gouvernement pour trouver des solutions durables.

Nous, soussignés,

La ville de Brampton

La ville de Calgary

La ville d'Edmonton

La ville de Toronto
La ville de Ottawa
Conseil des maires de TransLink

Tim Gray, directeur général, Environmental Defence Canada
Marc-André Viau, Directeur, relations gouvernementales, Équiterre
Brad West, président; Malcolm Brodie, vice-président du conseil des maires de TransLink; Linda Buchanan, mairesse
John DiNino, président, Amalgamated Transit Union (ATU) Canada
Caroline Brouillette, directrice générale, Climate Action Network- Réseau action climat Canada (CanRAC)
Maggie Harvey, directrice générale, Trajectoire Québec
Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville
Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur, Alliance TRANSI
Shelagh Pizey-Allen, directrice générale, TTCriders
Gideon Forman, analyste des politiques en matière de changement climatique et de transports, Fondation David Suzuki
Denis Agar, directeur général, Movement (Metro Vancouver Transit Riders)
Terry Johnson, président, Transport Action Canada
Robert Clipperton, Bus Riders of Saskatoon
Michael Druker, président du conseil, Tri-Cities Transport Action Group
Kaitlyn Cernanec, fondatrice, Barrie Riders
Daniel Witte, président, Edmonton Transit Riders
Martin Vaillancourt, directeur général, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec